

Contact Presse : 06 70 31 24 97

Communiqué de presse

Naâma Asfari et 8 autres prisonniers politiques sahraouis du groupe de « Gdeim Izik » incarcérés arbitrairement au Maroc depuis 16 ans, détenus à Kénitra, Tiflet et Aït Melloul reprennent une grève de la faim illimitée pour l'application de leurs droits bafoués.

L'Association des Amis de la RASD a appris la reprise de la grève de la faim de Naâma Asfari ce 23 septembre 2026 aux côtés de ses 8 camarades détenus à Kénitra, Tiflet et Aït Melloul.

C'est une décision de courage et de résistance. Mais doivent-ils risquer leurs vies pour que le droit soit appliqué par l'Etat marocain ?

Quarante six jours de grève de la faim en juin-juillet 2026 n'ont pas été suffisants pour les autorités marocaines ! Elles continuent de punir, de torturer, de restreindre les droits aux soins, aux visites, au téléphone, au courrier. Elles refusent de libérer ces prisonniers malgré la demande du « mécanisme spécial sur la détention arbitraire » dans son Avis 23/2023 et celle du CAT - Comité contre la torture du HCDH - Haut Conseil des Droits de Homme de Genève qui, en novembre 2016, a condamné le Maroc pour faits de tortures sur Naâma qui se sont poursuivies par dix autres condamnations sur les prisonniers de « Gdeim Izik » rendant caduques leurs condamnations allant de 20 ans à perpétuité.

En décidant d'arrêter sa grève le 24 juillet 2026, Naâma Asfari, dans un geste d'une grande lucidité, a accepté le dialogue avec la DGPARG - Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion. Il espérait l'application de ses premiers engagements concernant son transfert et celui de ses camarades dans une prison proche des familles et au Sahara occidental avec un vrai droit de visite.

La « bonne volonté » de l'administration pénitentiaire marocaine n'a été qu'un leurre ! Etait-ce une réaction de prudence face à la forte mobilisation des Sahraouis, des Européens et des amis des continents latino-américains, africains et asiatiques ! Les ONG internationales des droits humains et les mécanismes spéciaux de l'ONU, interdits au Maroc qui appellent sans relâche à l'application du droit international, ont soutenu ce courage et cette volonté de Naâma Asfari avec l'appui régulier de la presse écrite et numérique, nationale et internationale ainsi que des Réseaux Sociaux très actifs.

Ce 23 septembre, aucun engagement n'est tenu au Maroc. Cette « *grève pour la dignité* » redonne du sens et de l'actualité au conflit du Sahara occidental, alors que le Maroc, avec l'appui des Etats-Unis, de l'Espagne, de la France, pensait avoir gagné.

Aujourd'hui, les prisonniers politiques sahraouis nous disent tout le contraire : « ***Nous engageons une nouvelle grève de la faim dans le cadre de la poursuite de « notre bataille pour la dignité », nous refusons l'occupation, appelons à l'autodétermination et à l'indépendance du Sahara Occidental.*** »

Comme en mai, juin, juillet 2026, l'Association des Amis de la RASD, les associations solidaires européennes, celles défendant le respect des droits humains, sommes à leurs côtés pour redire le droit, pour qu'il soit appliqué et indiquer à la communauté internationale et à ses institutions, que le peuple sahraoui est toujours debout, qu'il soit en prison, occupé ou en exil et gagnera son indépendance avec le Front Polisario.

Paris le 23 septembre 2026

Claude MANGIN-ASFARI – 06.81.32.48.55

Régine VILLEMONT – Présidente de l'Association des Amis de la RASD